



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} juin.

RDC : création d'une commission sur le détournement de la paie des fonctionnaires. Une commission de contrôle de détournement de la paie des fonctionnaires de l'Etat a été mise en place samedi 30 mai, à l'issue de l'échange entre le ministre des Finances, Michel Bongongo et les syndicats de la santé. La commission sera composée des experts des ministères du Budget, de la Santé publique et de la Fonction Publique ainsi que les syndicalistes de la santé. Plus de 170 millions de Francs congolais (184 292.37 dollars américains) étaient soutirés mensuellement du trésor public à Kinshasa par un réseau mafieux démantelé. Les fonds détournés concernent plus le secteur de la Santé. Mutamba Tapoy a indiqué qu'il y a des gens qui se décidaient d'aller se faire augmenter des grades au Budget ou qui se faisaient engager seulement au ministère du Budget mais sans être reconnus par la Fonction publique. «Vous comprenez que ça fait des anomalies», a-t-il fait remarquer. Les syndicalistes de la santé souhaitent que des sanctions sévères soient prises contre les auteurs de ce détournement. Ce que promet d'ailleurs le ministre du Budget, Michel Bongongo. (Radio Okapi)

Equateur : la grève des infirmiers se généralise. Après ceux de l'hôpital général de Gemena, ces infirmiers de la province sanitaire de la Tshuapa et la zone de santé de Karawa dans le Nord-Ubangi ont aussi déclenché leur mouvement de grève. Tous menacent de durcir le ton, si les autorités provinciales et nationales n'harmonisent pas les listings de paie. Pour le ministre provincial de la Santé, les autorités nationales doivent prendre en compte les listings révisés par la province pour que tout le monde se retrouve.

Mbuji-Mayi: vive tension entre policiers et conducteurs des taxis-motos. Un climat de tension prévaut, depuis trois jours à Mbuji-Mayi, entre les agents de la Police de circulation routière (PCR) et les conducteurs des motos de transport en commun. Fâchés contre la blessure d'un des leurs, les motos-cyclistes ont chassé tous les policiers de roulage des artères de la ville. Le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC) au Kasai-Oriental accorde aux conducteurs des taxis-motos une courtoisie routière de quinze jours, à dater du lundi 1er juin. La tension demeure entre les agents de police de circulation routière et les conducteurs de taxis moto. Ces derniers ne veulent voir aucune présence des agents de PCR sur la voie publique.

RDC: l'armée entame la permutation des militaires déployés à Beni. La permutation des soldats FARDC déployés à Beni a commencé le week-end dernier. Vendredi 29 mai dans la soirée, des troupes en provenance du Sud-Kivu sont arrivées dans cette ville du Nord-Kivu, d'après des sources militaires. La semaine dernière, lors de sa mission à Beni, le ministre de la Défense, Aimé Ngoy Mukena, avait promis que la relève des soldats déployés à Beni se ferait progressivement.

Ituri: militaires et gardes de parc accusés d'exploiter de l'or dans la réserve d'Epulu. La société civile de Bandegaido dans le territoire de Mambasa (Province Orientale) dénonce l'exploitation illicite de l'or par les gardes de parc et les FARDC dans la réserve de faune à Okapi (RFO). Ces éléments utilisent les creuseurs qui travaillent pour leur compte dans différents foyers miniers situés dans la réserve, selon la même source. Les autorités militaires des FARDC et les cadres de l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN), n'ont ni confirmé ou infirmé ces accusations.

Ituri: 7 morts dans un accident de circulation à Bule. Un accident de circulation qui s'est produite dimanche 31 mai soir à Bule, un centre de négoce situé à près de 25 kilomètres au nord de Bunia dans le territoire de Djugu, a fait sept morts et cinq blessés graves. Un camion qui se dirigeait vers le marché de la place a tamponné un groupe d'hommes, selon des sources locales. Ces informations ont

été confirmées par le médecin directeur de l'hôpital général de Fataki, une localité proche, où ont été admis les blessés.

Equateur: les autorités provinciales tentent de résoudre le conflit de Bosomelo. Le ministre provincial de l'Intérieur de l'Equateur, Michel Liyele wa Liyele, est arrivé depuis dimanche 31 mai dans le territoire de Bongandanga. Il est à la tête d'une délégation chargée chercher des voies et moyens pour trouver des solutions au conflit qui oppose deux clans du groupement Bogbonga, dans le secteur de Bosomelo. Les deux communautés, qui se disputent la pêche sur la rivière Momboto, vivent à couteaux tirés. Leurs accrochages ont fait une cinquantaine d'habitations incendiées et deux blessés graves.

Consultations présidentielles : Joseph Kabila a reçu les confessions religieuses. Le Président de la République a débuté lundi 1er juin à Kinshasa les consultations présidentielles avec les confessions religieuses. Pour le premier jour, le chef de l'Etat a reçu tour à tour la délégation de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), l'Eglise Kimbanguiste, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), la Communauté islamique du Congo et l'Armée du Salut. Les échanges portent essentiellement sur la question du calendrier électoral avec comme question principale : faut-il le réaménager ou non ? Pour Mgr Marini Bodo, représentant légal de l'ECC, il est important que le chef de l'Etat écoute tout le monde en sa qualité de garant de la nation. « Il semble qu'il y a encore des choses à ajouter. Pour certains, ce calendrier n'est pas globalisant, et qu'il faille ajouter d'autres éléments. Alors dans ce cas-là, le chef de l'Etat voulait aussi écouter et les opérateurs politiques et aussi du côté de la société civile », a affirmé Mgr Marini Bodo. Il a indiqué que tous les partis politiques, tant de la Majorité que de l'opposition ainsi que d'autres structures n'ont qu'un seul pays, « il n'y a pas un autre lieu ou on peut s'exprimer ». **Voie de sortie de crise.** Selon l'Eglise catholique, le dialogue reste une voie royale et pacifique de sortie de crise. Le Secrétaire général de la Cenco, l'Abbé Léonard Santedi croit à la nécessité de dialogue dont les objectifs sont préalablement définis. La Cenco, dit-il, met l'accent sur l'adoption d'un calendrier électoral consensuel. « Il est impérieux pour le moment d'avoir un consensus national sur le calendrier global promulgué par la Ceni et les évêques ont rappelé que le dialogue doit se faire dans le strict respect des règles constitutionnelles et des institutions en place dans la République », a ajouté l'Abbé Léonard Santedi. Pour lui, il y a des points comme la sécurisation des opérations électorales et des candidats mais aussi la mobilisation de fonds pour réussir un processus électoral « qui doit conduire le pays vers des lendemains meilleurs ». « Ce qui importe pour les évêques catholiques, c'est le bien être de la population, le service du bien commune, bâtir un grand pays et l'avenir meilleur », a souligné l'Abbé Santedi. Le représentant légal de la Communauté islamique du Congo, l'Imam Ali Mwinyi, a interpellé tous les acteurs politiques à se mettre autour d'une même table pour trouver une solution. De son côté, le chef de l'Eglise Kimbanguiste dit avoir plaidé pour la paix en RDC. Joseph Kabila poursuivra ses consultations mardi avec le cardinal Laurent Monsengwo, l'Eglise Orthodoxe, celles de Réveil, les indépendantes ainsi que les chefs coutumiers ; (Radio Okapi)

Sud-Kivu : le HCR débute le transfert des réfugiés burundais d'Uvira vers Lusenda. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a entamé lundi 1er juin le débuté ce lundi le transfert des réfugiés burundais du territoire d'Uvira vers le camp de Lusenda, en territoire de Fizi au Sud-Kivu. Selon le chef du sous-bureau du HCR à Uvira, Mante Kante, le nouveau centre réunit les conditions minimales pour accueillir ces déplacés.

Mardi 2 juin.

RDC : la société civile a commémoré les 5 ans de l'assassinat de Chebeya et Bazana. Les organisations de la société civile de la RDC réaffirment leur détermination à faire éclater la vérité dans l'assassinat du président de l'ONG de défense des droits de l'homme « La Voix des sans voix », Floribert Chebeya et de son chauffeur Fidèle Bazana assassinés en juin 2010 à Kinshasa. À l'occasion de la commémoration lundi 1er juin du 5e anniversaire de la mort de ces deux défenseurs des droits de l'homme, elles ont indiqué que leurs mémoires ne seront jamais oubliées.

Nord-Kivu: 30 pêcheurs congolais arrêtés en Ouganda. Trente pêcheurs congolais de Kyavinyonge, sur la côte nord-ouest du lac Edouard dans le territoire de Beni, ont été arrêtés le week-end dernier en Ouganda. Le motif de ces arrestations n'est pas encore connu, cependant, le comité local des pêcheurs pense à un acte de représailles à une récente arrestation de deux pêcheurs ougandais dans la région. Des démarches sont en cours pour une solution, a indiqué lundi 1er mai l'administrateur du territoire de Beni.

RDC: 2 morts lors d'un échange des tirs à l'aéroport de Goma. Des hommes armés non autrement identifiés ont attaqué très tôt mardi 2 juin matin l'aéroport de Goma au Nord-Kivu. L'attaque a été

repoussée par les FARDC, a indiqué le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku. Selon lui, un assaillant a été tué et trois autres blessés. Un soldat a également perdu la vie. Des investigations sont en cours pour connaître l'identité des assaillants et leur motivation, a-t-il souligné.

Nord-Kivu: des FDLR pillent des biens de valeur et du bétail à Mukondo. Des rebelles FDLR ont emporté, dans la nuit de dimanche 31 mai, plusieurs biens de valeur de la population et du bétail dans la localité de Mukondo, en territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu). Des sources concordantes indiquent que ces assaillants n'ont pas causé de pertes en vies humaines. Un villageois, pris de force pour transporter le butin, n'est toujours pas retrouvé.

Consultations présidentielles: les Eglises et les chefs coutumiers prônent un dialogue pour la paix. Le Président de la République, Joseph Kabila, a poursuivi mardi ses consultations à Kinshasa. Au deuxième jour, il a échangé avec le cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa, la délégation de l'Eglise Orthodoxe, celles des Eglises de réveil au Congo, des Eglises indépendantes et la délégation des chefs coutumiers. Toutes les personnalités religieuses et coutumières consultées ont soutenu le principe d'un dialogue pour la paix en RDC.

Mercredi 3 juin.

RDC-Provinciales : 17 410 candidatures réceptionnées pour 711 sièges. Dix-sept mille quatre cent dix candidatures ont été réceptionnées pour les élections provinciales en République démocratique du Congo (RDC). Les postulants vont se battre pour sept cent-onze sièges à pourvoir. Le rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jean-Pierre Kalamba, a livré ces chiffres mardi 2 juin au cours d'un point de presse organisé à Kinshasa.

Manono : 4 morts dans des heurts entre des bantous et pygmées. Quatre personnes sont mortes en début du week-end dernier lors de l'attaque d'une milice bantou dont les combattants se nomment «Eléments» contre les pygmées autochtones dans le village de Kitutwa, territoire de Manono. La Société civile locale qui a livré cette information mardi 2 juin à Radio Okapi se dit inquiète du revirement de ce conflit interethnique entre communautés Luba et Pygmées dans ce coin de la province du Katanga.

Dr Muyembe : « La recherche peut développer notre pays ». «La recherche peut développer notre pays », a déclaré mardi à Radio Okapi Dr Jean-Jacques Muyembe Tamfum. Pionnier dans la recherche sur la maladie infectieuse Ebola, Dr Muyembe recevra mercredi 3 juin, le prix Christophe Mérier pour ces travaux qui ont permis ces quarante dernières années de mettre au jour les modes de transmission, les techniques de prévention et de lutte contre les épidémies de fièvre hémorragique Ebola. Le prix, d'une valeur de 500 000 euros, permettra au chercheur d'améliorer les conditions de travail de son équipe. «C'est un signal qu'on peut être reconnu sur le plan international. Il nous faut donc de l'endurance dans notre travail de recherche. La recherche est une voie qui peut développer notre pays, notre continent», se réjouit le chercheur. Les travaux de Docteur Muyembe ont permis dissiper le flou sur de nombreuses assertions sur la maladie qui se sont révélées fausses au fil de la recherche. « Nous pensions que Ebola était lié à la forêt équatoriale, aux chimpanzés. Maintenant nous savons qu'Ebola peut aussi apparaître dans les savanes. Avant, on pensait qu'on pouvait contenir les épidémies d'Ebola par son épiceutre. Mais avec ce qui se passe en Afrique de l'Ouest, nous savons maintenant qu'Ebola peut devenir une grande épidémie, une crise sanitaire accompagnée d'une crise humanitaire », affirme-t-il. Le prix Mérier d'une valeur de 500 000 euros permettra au Dr Muyembe d'améliorer dans une certaine mesure les conditions de travail de son équipe qui œuvre d'arrache-pied à l'INRB, l'Institut national de recherche biomédicale de la RDC depuis de nombreuses années. (Radio Okapi)

«Le dialogue est incontournable», selon François Muamba. Le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba, François Muamba Tshishimbi salue l'initiative du dialogue politique, préconisé par le chef de l'Etat. Il a donné son avis, mardi 2 juin, au cours d'une rencontre avec le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler. Pour le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba, la tenue du dialogue fait partie d'engagements internationaux signés par la RDC : «Nous avons, nous RDC, signé des engagements souverains parmi lesquels il est postulé que nous devons promouvoir la réconciliation nationale par conséquent le dialogue est aussi quelque chose d'incontournable. Dans un pays aussi complexe que le nôtre, les conditions qui précèdent l'organisation des élections sont aussi importantes que les élections elles-mêmes». De son côté, le patron de la Monusco estime que le Mécanisme national de suivi aura un rôle important à jouer au cours de ce dialogue politique. (Radio Okapi)

Goma: accalmie après l'attaque de l'aéroport. La nuit de mardi à mercredi 3 juin a été calme à Goma, au lendemain d'une attaque armée dans cette ville du Nord-Kivu. Les patrouilles nocturnes ont été renforcées mais beaucoup de questions restent sans réponses sur l'identité et le mobile de l'attaque qui a visé l'aéroport. Des acteurs politiques et sociaux disent ne pas comprendre comment «une ville surmilitarisée comme Goma», ait pu être confrontée à un tel problème. D'abord, les habitants du quartier Office, proches des installations de l'aéroport de Goma, disent ne pas comprendre comment ce site peut être la cible d'attaque d'hommes armés alors qu'il est hautement surveillé par les services de sécurité. Pour la société civile du Nord-Kivu, il s'agit d'un signal fort qui montre que les services de sécurité ont failli à leur mission.

Ituri: les FARDC délogent les miliciens FRPI d'Aveba. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont délogé les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) d'Aveba, au terme d'une offensive lancée, mercredi 3 juin, dans cette localité située à 75 km au Sud de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Des officiers militaires affirment contrôler la localité d'Aveba, où les miliciens sont mis en déroute. Des témoins rapportent que les miliciens ont été mis en déroute, tandis que la Monusco a donné le feu vert à ses forces pour protéger la population civile.

Kinshasa: démolition des constructions dans la concession catholique de Sendwe. L'hôtel de ville de Kinshasa a autorisé depuis lundi 1er juin la démolition des constructions anarchiques érigées sur le terrain de l'église catholique situé en face du stade Tata Raphaël. Plus de deux cent ménages ont été délogés pour occupation illégale de ce terrain destiné à la construction de la Basilique. Par contre la Fondation Marie Antoinette, qui s'occupe des personnes vulnérables dans la même concession, se dit non concernée par cette démolition. Le coordonnateur de la Fondation Marie Antoinette, Chérubin Lukongo Ngangu, explique que cet organisme, qui existe depuis le 2 juillet 1979, détient des titres fonciers qui lui ont été octroyés le 1er juillet 1986: «Je précise que [la Fondation] est un organisme public à caractère social et administratif. Nous nous occupons de vulnérables, entre autres les orphelins et les veuves qui occupent des espaces pour le maraîchage ».

Accord d'Addis-Abeba : la RDC a mis en place un cadre légal, selon Olivier Kamitatu. Le Gouvernement de la RDC a mis en place, depuis 2014, un cadre légal et réglementaire des réformes à entreprendre pour la mise en œuvre de l'accord cadre d'Addis-Abeba. Le ministre du Plan, Olivier Kamitatu, l'a affirmé mercredi 3 juin, à l'ouverture à Kinshasa du séminaire national d'identification des interventions prioritaires pour la matérialisation des engagements souscrits. Olivier Kamitatu a reconnu cependant que la création des structures devant accompagner ces réformes traînent encore. D'où, a-t-il plaidé, il y a nécessité de doter le pays d'un cadre de planification des actions globales à mener. Le coordonnateur résidant du système opérationnel des agences des Nations unies, Stephano Severé, a salué les efforts accomplis jusque-là par la RDC dans la voie des réformes institutionnelles, réglementaires et politique. Mais il a noté qu'il reste encore des défis à relever. (Radio Okapi)

RDC: nouvelle série de sit-in des agents nationaux de la Monusco. Le personnel national de la Monusco a entamé mercredi 3 juin la deuxième série de sit-in dans certains sites de la mission onusienne en République démocratique du Congo. Les travailleurs congolais réclament ainsi à la Monusco notamment des indemnités de sortie et l'évacuation médicale des agents malades vers l'Afrique du Sud et non vers l'Ouganda ni le Rwanda.

Les fonctionnaires locaux de la Monusco dénoncent notamment le non-respect de la procédure de fin de contrat des employés et le réclament le paiement des indemnités de sortie pour des agents dont les postes seront abolis. A Kinshasa, le personnel national de la Monusco s'est donné rendez-vous au Quartier général de la mission. Les manifestants arboraient des affiches, sur lesquelles on pouvait lire: «Indemnité = Droits de l'homme » ou «Indemnité = Intégrité.» Le même mouvement a été suivi à Kisangani (Province Orientale).Très tôt ce matin, les agents nationaux ont collé des affiches sur les portes de leurs bureaux, pour réclamer, le paiement des indemnités de sortie à ceux d'entre eux qui ne verront pas leurs contrats de travail renouvelés fin juin. La manifestation s'est déroulée dans le calme et la discipline. Dans la même province, à Bunia, les manifestants se sont retrouvés cet avant-midi à la base logistique de la Monusco qui se trouve non loin de l'aéroport de la cité. Dans le Nord-Kivu, le sit-in a été organisé à Goma devant le «Lava Sit », qui abrite notamment le bureau du directeur de l'administration de la Monusco. Sur une pancarte, les manifestants ont dit «oui à l'abolition des postes, mais avec paiement d'indemnités de sortie.» Le personnel national de Bukavu (Sud-Kivu) s'est retrouvé au Quartier général de la Monusco pour exiger aussi le paiement des indemnités de sortie en cas de résiliation de contrat décidée par l'employeur. A la suite de leur assemblée générale tenue le 2 juin pour évaluer les sit-in du 27, 28 et 29 mai, les employés locaux de la Monusco ont décidé de poursuivre leur mouvement. Ainsi du 3 au 5 juin, les sit-in se feront toutes les matinées dans les installations de la Monusco. Les manifestants ne seront à leurs postes de travail que les après-midis. Le porte-parole de la Monusco avait affirmé mercredi dernier que ce problème interne était en étude au niveau de l'administration. (Radio Okapi)

Jeudi 4 juin.

Ne Mwanda Nsemi : «Les conditions pour des élections crédibles ne sont pas remplies». Au troisième jour des consultations présidentielles, le chef de l'Etat Joseph Kabila a reçu mercredi 3 juin, les organisations impliquées dans le processus électoral et le député national Né Mwanda Nsemi. Le président du parti politique Congo Pax, a dit au président Kabila que «les conditions pour [organiser] des élections crédibles ne sont pas remplies dans notre pays». La RDC doit organiser scrutins en 2015 et 2016 qui culmineront par la présidentielle et les législatives couplées prévues fin novembre 2016. La plupart des opposants doutent de la faisabilité de ce calendrier et demandent le report des élections locales, urbaines et municipales. Joseph Kabila a aussi consulté le même jour les délégations de la Commission d'intégrité et médiation électorale (Cime), du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le programme prévoyait également la consultation du groupe parlementaire des Libéraux démocrates chrétiens, qui ne s'est finalement pas présenté à la présidence de la République. **Le cri de l'Intersyndicale nationale du Congo.** L'Intersyndicale nationale du Congo souhaite aussi être consultée par le président Kabila en vue de la tenue du dialogue national. Dans une déclaration à la presse, les neuf syndicats qui constituent cette plateforme syndicale estiment qu'ils doivent être écoutés parce qu'ils « gèrent au quotidien toutes les frustrations sociales de la nation ». (Radio Okapi)

Kinshasa: début du procès de Jean-Claude Muyambo. Le président de Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode), Jean-Claude Muyambo, a comparu pour la première fois mercredi 3 juin devant le tribunal de paix de Ngaliema à Kinshasa, où il est arrivé en ambulance. Il est poursuivi pour abus de confiance, rétention des documents et menace d'attentat, dans l'affaire qui l'oppose au procureur général près la cour d'appel de la Gombe. La défense a plaidé pour que la liberté provisoire soit accordée au prévenu. Le tribunal a pris l'affaire en délibéré pour rendre son jugement dans 48 heures.

Julien Paluku: «Les véritables opportunités d'investissement existent au Nord-Kivu». Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, a indiqué que sa province regorge d'opportunités d'investissement dans plusieurs secteurs. Il l'a dit, mercredi 3 juin, à l'ouverture du Forum économique du Nord-Kivu, à Goma, chef-lieu de la province. «Au-delà des mines, le Nord-Kivu est une province d'opportunités agricole, touristique, industrielle dont le développement passe par la réalisation d'infrastructures routières, énergétiques et de télécommunication», a souligné le gouverneur du Nord-Kivu. Placée sous le thème: «Paix, amélioration du climat des affaires et relance économique», ce forum vise à améliorer l'environnement économique au Nord-Kivu. «Dans le domaine pétrolier et gazeux, plusieurs blocs de recherche sont libres et le majestueux lac Kivu dispose du gaz méthane. Dans le domaine de l'énergie, il faut souligner la libéralisation du secteur de l'électricité tandis que dans le domaine de l'industrie, la transformation et la valorisation des produits agro-pastoraux à fort potentiel constituent des opportunités à saisir», a poursuivi le gouverneur du Nord-Kivu. Les participants à ces assises veulent restaurer la paix à travers la relance économique. (Radio Okapi)

Ituri: une position des FARDC attaquée par des présumés Maï-Maï Simba à Talisa Lokele. Des hommes armés ont attaqué une position des FARDC mercredi 3 juin non loin de Badengaido, à plus de 300 km au sud-ouest de Bunia (Province Orientale). Le commandant de la 32e région militaire des FARDC, le général Jean-Pierre Bongwangela, annonce le bilan d'un mort, un blessé, un soldat porté disparu ainsi que de trois armes emportées par les assaillants identifiés aux Maï-Maï Simba d'un certain Manu.

L'Intersyndicale sollicite son implication dans le processus de réforme de la SCTP. L'Intersyndicale de la SCTP, ex-Onatra, sollicite son implication dans le processus de réforme de cette entreprise de l'Etat. Dans un entretien accordé, mercredi 3 juin à radio Okapi, le président de cette intersyndicale, Lambert Osanga appelle le gouvernement à respecter tous les préalables avant d'envisager une éventuelle réforme : «L'Intersyndicale n'est pas opposée à la réforme, mais avait simplement et continue à demander d'être impliquée comme la loi le recommande dans ce sens que l'Intersyndicale doit être impliquée de bout en bout à toutes les étapes. Et que les préalables définis, arrêtés, promulgués soient aussi de stricte observance». Avant d'entamer la réforme de l'ex-Onatra, l'Intersyndicale pose quelques préalables notamment le redressement de l'entreprise. (Radio Okapi)

Enafep: 1 397 000 candidats participent à l'épreuve en RDC. Environ 1 397 000 élèves finalistes de l'école primaire participent, ce jeudi 4 juin, à la première édition de l'Examen national de fin d'études primaires (Enafep) édition 2015 à travers le pays. Les candidats sont repartis dans 5 543 centres avec une moyenne de 252 élevés par centre pour passer cette épreuve nationale de deux jours.

Mbuji-Mayi: 90 policiers de roulage sanctionnés pour plusieurs dérapages. Le commandant de l'escadron Police nationale congolaise (PCR) de Mbuji-Mayi a été relevé de ses fonctions, a annoncé le commissaire provincial de la PNC, le commissaire divisionnaire David Masandi Lutala, mercredi 3 juin. Quatre-vingt-huit policiers, accusés de plusieurs abus, ont été également retirés de cette unité. Ces mesures font suite à la tension qui a prévalu dans cette ville du Kasai-Oriental entre policiers de roulage et conducteurs des taxis-motos.

Nord-Kivu: 10 morts lors des combats entre factions Mai-Mai à Walikale. Deux coalitions Mai-Mai se sont affrontées violemment toute la journée de lundi 2 juin dans la localité de Nsindo dans le groupement Waloa Uroba, dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. Selon la société civile locale, quatre civils et cinq miliciens ont été tués lors des combats.

Idiofa: SOS contre le déboisement de la source de la rivière Mapela. Le chef de centre de la Régie de distribution d'eau (Regideso), Jean-Pierre Musitu, a appelé jeudi 4 juin matin les paysans à ne pas procéder au déboisement le long de la source de captage d'eau à Idiofa centre, à 657 Km à l'Est de Kinshasa, dans le Bandundu. Selon lui, ces paysans coupent des arbres et des bambous de chine plantés pour la protection de la source de la rivière Mapela située à 2 km à l'Est de la cité Idiofa. Cette coupe des bambous, a-t-il expliqué, provoquent des érosions.

RDC : le Gouvernement remet 608 kits de matériels médicaux aux parlementaires. Le Gouvernement de la RDC a remis jeudi 4 juin, par le biais de son ministre de la Santé, six cent-huit kits de matériels médicaux aux députés et sénateurs. Ils sont constitués de lits, matériels d'accouchement et médicaments de base. Ces kits seront conduits jusque dans les hôpitaux publics des provinces.

Nord-Kivu: le général Marcel Mbangi prend les commandes de l'opération Sokola 1. Le général de brigade Marcel Mbangi Mashita est le nouveau commandant du secteur opérationnel au Nord-Kivu. Il dirigera désormais l'opération « Sokola 1 » lancée pour traquer les rebelles ougandais des ADF. Il remplace à ce poste le général Akili Muhindo. Les ordonnances présidentielles concernant la création et l'organisation des secteurs opérationnels et nomination des commandants et commandants seconds des secteurs ont été publiées mercredi 3 juin à Kinshasa.

NTIC : la RDC connaît un taux de pénétration mobile de 49%. La RDC connaît un taux de pénétration mobile de 49% pour le premier trimestre 2015. Le directeur général de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPTC), Oscar Maninkunda, a livré jeudi 4 juin ces statistiques, à l'occasion de la journée mondiale des télécommunications. Selon lui, les abonnements à l'Internet mobile 3G s'élèvent à environ 6 000 000 d'abonnés, soit un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 150%. « Le revenu moyen par abonné s'élève à 2,5 dollars américains, soit 2500 Franc congolais par abonné et par mois et que de nombreux sites web se créent quotidiennement », a indiqué Oscar Maninkunda. En 2012, moins de 700 000 Congolais avaient accès à Internet en RDC, sur quelque 70 000 000 d'habitants, soit moins de 1% de la population. Le Directeur général de l'ARPTC a souligné que « les efforts fournis par les opérateurs mobiles dans le domaine de l'offre des contenus se poursuivent grâce aux technologies larges bandes qui sont en train d'être implémentées ». Oscar Maninkunda a également noté l'engouement des populations pour la téléphonie mobile ainsi que pour d'autres services des TIC de manière générale dont le nombre a atteint pour ne citer que le premier trimestre 2015, pour la téléphonie mobile plus ou moins 37 000 000 d'abonnés. Trois ans après son implantation en RDC, l'entreprise Orange avait indiqué que seuls quinze millions de Congolais possédaient une carte SIM sur un marché de quarante-cinq millions d'utilisateurs potentiels. Le directeur de cette entreprise des télécommunications, Jean-Léon Bonnechere, a avait déclaré que le taux de pénétration était donc le principal défi à relever par les opérateurs de téléphonie mobile dans le pays. (Radio Okapi)

Vendredi 5 juin.

RDC : Azarias Ruberwa propose le report de certaines élections jusqu'en 2018. Le président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), Azarias Ruberwa, estime que le dialogue prôné par le chef de l'Etat devrait s'axer autour du calendrier électoral. Il suggère que certaines élections soient renvoyées en 2017 et 2018. Azarias Ruberwa a été reçu par Joseph Kabila jeudi 4 juin, au quatrième jour des consultations présidentielles.

Les Etats-Unis encouragent la tenue d'un dialogue politique en RDC. Washington encourage la tenue d'un dialogue politique en RDC. Le secrétaire d'Etat-adjoint américain à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, Tom Malinowski a livré cette position, jeudi 4 juin, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Le diplomate américain a cependant recommandé que ce dialogue se

focalise sur des questions électorales et ne soit pas utilisé comme un prétexte pour retarder les élections.

Equateur : l'Université de Mbandaka dotée d'un nouvel auditoire. La Monusco a doté l'Université de Mbandaka (Unimba) d'un nouveau bâtiment d'environ 300 places, dans le cadre de ses Projets à Impact Rapide (QIPS). La mission onusienne a remis cet ouvrage, jeudi 4 juin, aux autorités de l'Université de Mbandaka. Ce projet de près de 30 000 dollars américains a été exécuté par la coordination des étudiants de l'Unimba.

Ituri: retour au calme après les accrochages entre FARDC et FRPI à Aveba. Le calme est revenu, depuis jeudi 4 juin, dans la localité d'Aveba, située à 75 km au Sud de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale), après les affrontements survenus mercredi dernier entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Le chef de division unique de l'Ituri, Emmanuel Leku Apuobo, l'a affirmé, vendredi 5 juin, à Radio Okapi.

Elections provinciales: 38% des femmes candidates à Beni. Sur les cent quarante-sept candidats engagés aux élections provinciales dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, on compte quarante-sept femmes. C'est ce qui fait 38% de femmes candidates aux provinciales dans ce territoire du Nord-Kivu. Ces chiffres ont été avancés, jeudi 4 juin, par le chef d'antenne de la Ceni à Beni, François Kamate Mulume, cinq jours après la clôture de l'opération de dépôt des candidatures aux provinciales.

Lubumbashi: les opérateurs pétroliers en grève. Les opérateurs pétroliers de la ville de Lubumbashi (Katanga) ont déclenché, jeudi 4 juin, une grève illimitée pour dénoncer «l'injustice fiscale» en matière pétrolière entre les blocs Ouest, Est et Sud du pays. Ils demandent au gouvernement congolais de s'impliquer pour que l'impôt et les droits de douane payés soient supportés par tous de manière équitable.

Kasaï-Occidental: plaidoyer pour une lutte contre le réchauffement climatique. La société civile de Kananga appelle le gouvernement provincial du Kasaï-Occidental à développer une politique de lutte contre le réchauffement climatique dans cette partie du pays. Cette structure a lancé cet appel à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin de chaque année. Elle a également invité le gouvernement provincial du Kasaï-Occidental à prendre conscience de la crise environnementale que connaît cette province.

Un de ses responsables de la société civile de Kananga, Kadima Mpoyi, a appelé les autorités provinciales à établir un cadre permanent de dialogue en vue de s'accorder sur les grandes lignes de la politique commune de lutte contre le réchauffement climatique. «On est en train d'améliorer l'habitat avec des briques cuites mais cela entraîne l'abattage sauvage des arbres. Les briques cuites sont devenues les premières causes de déforestation dans le Kasaï-Occidental. Nous avons l'asphaltage manuel des routes et pour le faire, on est obligé d'abattre les arbres notamment les manguiers», s'est-il plaint. Kadima Mpoyi a par exemple cité le cas du quartier Cinquantenaire, à Kananga, qui, selon lui, a été loti après l'abattage des arbres. Il a également dénoncé le fait que la lutte contre les érosions est menée sans aucune méthode avérée pour améliorer l'environnement. Le déficit de la gouvernance foncière favorise l'augmentation des têtes de ravins au Kasaï-Occidental avaient estimé, en janvier dernier, des sources de la Société civile. (Radio Okapi)

Samedi 6 juin. 15

Dialogue: Joseph Kabila invité à solliciter les bons offices de Martin Koble. Le chef de l'Etat Joseph Kabila est invité à solliciter les bons offices du patron de la Monusco, Martin Kobler pour la tenue d'un dialogue politique inclusif. Le porte-parole de l'opposition citoyenne et président du Parti travailliste (PT), Steve Mbikayi a lancé cet appel, vendredi 5 juin, au sortir d'une audience avec Joseph Kabila dans le cadre des consultations présidentielles, au Palais de la nation.

Assemblée nationale: l'opposition reprend les séances plénières. Les groupes parlementaires de l'opposition ont repris, vendredi 5 juin, leur participation aux plénières de l'Assemblée nationale, après un mois de boycott. Dans une déclaration commune, les présidents de ces groupes parlementaires ont affirmé avoir obtenu gain de cause de leurs revendications. Les députés de l'opposition accusaient le bureau de l'Assemblée nationale de bloquer les motions contre les membres du gouvernement convoqués à la chambre basse du Parlement.

Nord-Kivu: des centaines de ménages fuient les exactions des miliciens à Walikale. Des centaines de ménages ont abandonné leurs milieux d'origine pour fuir les exactions des groupes armés qui créent la psychose dans le groupement Ihana, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon des sources

concordantes, ces déplacés trouvent refuge notamment à Walikale-centre, Kibua, Mpofi, Pinga et même à la limite avec le territoire de Lubero (Nord-Kivu).

Ituri : 46 personnes condamnées pour viol sur mineures. Le tribunal de grande instance de l'Ituri a condamné, jeudi 4 juin, quarante-six personnes pour viols dont la plupart commis sur des mineures dans ce district de la Province Orientale. Le président de cette instance judiciaire, Phally Wonga Okongo, a livré cette information, vendredi 5 juin à Bunia. Selon lui, la peine retenue à charge des incriminés varie entre 7 et 15 ans de servitude pénale principale.

Guerre de 6 jours: les rescapés réclament indemnisation à Kisangani. Des rescapés de la guerre de six jours -qui a opposé les militaires rwandais et ougandais à Kisangani (Province Orientale)- réclament leur indemnisation. Ils ont levé leurs voix, vendredi 5 juin, au cours des cérémonies, commémorant les 15 ans de cette guerre ayant causé des pertes en vies humaines et de dégâts matériels importants. Ces rescapés ont assisté, le même vendredi, à une messe d'action de grâce, célébrée à la chapelle Marie Médiatrice, à 200 m du cimetière, où les morts de cette guerre de Kisangani reposent pour l'éternité. Après la prière, une gerbe de fleurs a été déposée dans ce site sous une forte émotion des pleurs. Les rescapés se disent abandonnés, depuis, dans leur triste sort. «On n'a pas d'aide de l'extérieur, ni de l'intérieur durant ces 15 ans passés. Nos maisons sont détruites. Nous passons des nuits à la belle étoile dans le traumatisme. Nous sommes appauvris», s'est plaint le porte-parole de ces rescapés, Albert Kelenda Ngongo. La ministre des Affaires sociales et Solidarité de la Province Orientale, Jeanne Alasha, a exprimé l'engagement de l'Etat congolais pour que ces personnes obtiennent gain de cause: «L'engagement du gouvernement provincial est de faire en sorte que ce dossier arrive au bout. C'est pourquoi nous faisons le plaidoyer et le gouverneur est en train de suivre au niveau du ministère de la Justice par rapport au jugement qui a été pris au niveau international». Dans ce dossier, la Cour internationale de justice (CIJ) avait obligé l'Ouganda à l'indemniser la RDC et non le Rwanda qui n'a pas reconnu sa compétence. La guerre entre les militaires rwandais et ougandais s'était déroulée du 5 au 10 juin 2000, à Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale. (Radio Okapi)

RDC: les opérateurs économiques appelés à investir au Nord-Kivu. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, a invité les opérateurs économiques à investir dans différents projets à travers cette province. Il a lancé cet appel, vendredi 5 juin à la clôture du Forum économique du Nord-Kivu, tenu à Goma, chef-lieu de la province. Julien Paluku souhaite que ces opérateurs investissent dans le cadre d'un partenariat public-privé, avec possibilités de récupérer leurs fonds au bout de quelques années.

Dialogue: Z'Ahidi Ngoma prône un débat sur la question électorale. Le président des forces du futur, Z'Ahidi Arthur Ngoma souhaite que le dialogue préconisé par le chef de l'Etat se penche sur la question électorale. Il a livré son point de vue, vendredi 5 juin, au sortir d'un entretien avec le chef de l'Etat dans le cadre des consultations présidentielles, au Palais de la nation, à Kinshasa. Ces rencontres, initiées par Joseph Kabila, se proposent de préparer le dialogue pour baliser le chemin des élections apaisées.

Dimanche 7 juin.

RDC : Maker Mwangu satisfait du déroulement de la première édition de l'Enafep. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC), Maker Mwangu Famba, s'est dit satisfait du déroulement de la première édition de l'Examen national de fin d'études primaires (Enafep) qui a eu lieu du 4 au 5 juin à travers le pays. Cet examen était autre fois appelé Test national de fin d'études primaires (Tenafep). Dans un entretien accordé samedi 6 juin à Radio Okapi, il a néanmoins regretté que l'examen ne se soit pas déroulé dans le centre de Ntoto, à Walikale au Nord-Kivu. «Le bilan est vraiment bon. L'examen s'est bien déroulé sur toute l'étendue de la République même dans les pays voisins où, nous avons l'habitude de l'organiser. En Angola, au Rwanda, en Ouganda et au Burundi. Globalement, tout s'est très bien passé», a affirmé le ministre. Maker Mwangu a salué le travail abattu par l'Inspection générale ainsi que par le secrétariat général de l'Enseignement primaire et secondaire. «Je remercie aussi les gouverneurs des provinces qui se sont impliqués pour ce test se déroule dans de bonnes conditions », a-t-il poursuivi. Maker Mwangu a signalé que les élèves ont raté l'épreuve au centre Ntoto, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu), suite à l'insécurité. Le ministre affirme avoir donné des instructions pour que ces élèves soient récupérés dès que la situation se stabilise. Environ 1 397 000 élèves finalistes de l'école primaire ont pris part à cette première édition de l'Enafep à travers le pays. Les candidats étaient répartis dans 5 543 centres avec une moyenne de 252 élèves par centre pour passer cette épreuve nationale de deux jours. Ils ont passé le test de français et de culture générale et sur les sciences et les mathématiques. (Radio Okapi)

Lambert Mende à Tom Nalinowski : « Ce dialogue n'est pas l'affaire des étrangers ». Le dialogue proposé par le Président Joseph Kabila n'est pas l'affaire des étrangers, a affirmé samedi 6 juin, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. Il réagissait aux propos du secrétaire d'Etat américain adjoint à la démocratie et aux droits de l'homme, Tom Nalinowski. De passage à Kinshasa, il a déclaré que ce dialogue ne devra pas retarder les élections.

Kasaï-Oriental : première plénière de l'assemblée provinciale depuis mars. L'Assemblée provinciale du Kasaï-Oriental a tenu, vendredi 5 juin dernier, sa première plénière, depuis l'ouverture de la session de mars. Cette plénière a été essentiellement consacrée à l'adoption du calendrier des matières à traiter au cours de la session en cours. Depuis la séance d'ouverture de la session, le 15 mars 2015, aucune plénière n'avait été organisée. Des indiscretions dans le chef de quelques députés provinciaux, expliquaient cette cessation des activités par les incertitudes nées en rapport avec la promulgation de la loi sur la création de nouvelles provinces. Au terme de cette loi, le Kasaï Oriental éclate en trois nouvelles provinces. Ainsi, les députés ne sont plus sûrs de la légalité des actes qui seront désormais pris par l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental, dans sa configuration actuelle. (Radio Okapi)

Ituri : la Monusco invite la FRPI à déposer les armes. Le commandant adjoint de la Monusco, le général Jean Baillaud, demande aux combattants de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), encore sous l'emprise de leurs chefs, à déposer les armes et à se rendre volontairement à la Mission onusienne. Il a lancé cet appel, dimanche 7 juin en Ituri (province Orientale). L'armée et les forces de l'Onu ont lancé depuis le 3 juin dernier Ituri, l'opération militaire conjointe contre les combattants de la FRPI.

Ituri : retour progressif de la population à Aveba. La population regagne progressivement, depuis vendredi 5 juin dernier, la localité d'Aveba dans la chefferie des Walendu Bindi (Province Orientale). Le notable Olivier Peke, l'a affirmé dimanche 7 juin à Radio Okapi. Les villageois d'Aveba avaient fui cette juridiction deux jours plus tôt suite aux violents affrontements qui ont opposés les FARDC aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI).

Nord-Kivu : les participants au forum économique plaident pour la consolidation de la paix. Les participants à la deuxième édition du forum économique qui s'est déroulé à Goma au Nord-Kivu ont demandé au gouvernement de la République « de tout faire pour consolider la paix », afin de faciliter l'arrivée des investisseurs dans la province. Ils ont fait cette recommandation samedi 6 juin à la clôture de ces assises qui ont duré quatre jours.

Lundi 8 juin.

Kasaï-Oriental: Prosami équipe des maternités en milieux ruraux. Le "Projet pour la promotion de la santé maternelle et infantile en milieu rural" (Prosami) a lancé samedi 6 juin l'opération de dotation en équipements médicaux de centres de santé et maternités des milieux ruraux au Kasaï-Oriental. La plupart d'établissements sanitaires en milieux ruraux sont dépourvus de matériel d'intervention, selon le constat fait par les responsables de cette structure partenaire du gouvernement provincial.

RDC : l'ONG Bac fustige la baisse de la qualité de l'enseignement. Le Bureau d'action et d'éveil culturel à l'éducation (Bac) dénonce la baisse de la qualité du système éducatif en RDC qui ne permet plus aux enfants d'une certaine classe sociale d'avoir accès à une bonne éducation, instruction et formation. C'est ce qui ressort des conclusions d'une semaine de réflexion sur les examens de fin des cycles primaire et secondaire initiée par le promoteur de cette structure, Jean-Marie Ntantu-Mey. Jean-Marie Ntantu-Mey estime que le diplôme d'Etat qui sanctionne la fin d'études secondaires a perdu sa valeur. « Au jour d'aujourd'hui, l'examen de fin d'études primaires et le diplôme d'Etat délivrés aux finalistes, n'attestent rien, parce que sur 10 diplômés d'Etat, à peine deux savent lire et écrire. Sur 10 élèves qui terminent l'école maternelle et primaire, il y en a encore moins qui savent lire et écrire », a affirmé Ntantu-Mey qui qualifie cette situation de génocide intellectuel. « Ce n'est un secret pour personne que aujourd'hui l'enseignement semble comme à un génocide intellectuel des enfants d'une certaine classe. Tout le monde le sait mais tout le monde se tait », s'est-il indigné. Le Bac interpelle les dirigeants afin qu'une réflexion soit faite le plus tôt possible sur cette question afin d'aboutir au changement de la qualité de l'enseignement à l'école primaire et secondaire et surtout à la manière de contrôler les connaissances. « L'école est un lieu de bonne éducation, de bonne instruction, de bonne formation mais elle n'est plus à la portée de la bourse du paysan, du fonctionnaire, du policier, du militaire et même de l'enseignant qui lui forme les enfants des autres », a jugé Jean-Marie Ntantu-Mey. (Radio Okapi)

Kinshasa: baisse des prix des produits importés. Les prix de certains produits de consommation ont baissé dans la ville de Kinshasa, depuis six mois, à la suite de la dépréciation de l'euro face au dollar américain. Des analystes économiques soutiennent qu'il s'agit du résultat d'une politique monétaire de la zone euro pour améliorer la compétitivité de l'économie européenne. Des répercussions positives de la dépréciation de l'euro face au dollar américain continuent à se faire sentir sur le marché congolais.

Kasaï-Occidental: la DGDA réalise des recettes excédentaires au 1er trimestre de 2015. La Direction générale des douanes et accises (DGDA), section du Kasaï-Occidental, a réalisé 327 millions de francs congolais (360 939 dollars américains) sur les 254 millions exigés (270 428 dollars américains) au premier trimestre de 2015. Cette performance représente 128% de ses assignations trimestrielles. Le directeur provincial de la DGDA au Kasaï-Occidental, René Kisala, a présenté ces chiffres samedi 6 juin au cours d'une réunion avec les inspecteurs et chefs des bureaux à Kananga.

Goma: l'ASVOCO accuse le directeur de la prison de Munzenze de monnayer les places. L'Association des volontaires du Congo (ASVOCO) accuse le directeur de la prison de Munzenze, Mr Mukendi, de monnayer les places aux détenus envoyés dans cette prison située dans la ville de Goma (Nord-Kivu). Cette structure a déposé une plainte, vendredi 5 juin, au Parquet général pour dénoncer cette pratique qui oblige les pensionnaires de cette prison de payer 150, 200 voire 400 dollars américains. Ceux qui ne payent pas ces montants sont soumis aux travaux forcés, aux tortures et autres pratiques.

RDC : 8000 Congolais expulsés d'Angola en cinq mois. Huit mille cent vingt-huit ressortissants de la RDC ont été expulsés de provinces angolaises de Soyo et Cabinda pour la période allant du 1er janvier au 30 mai 2015. La Police nationale congolaise (PNC) de Moanda l'a indiqué samedi 6 juin dans un rapport publié dans ce territoire situé à environ 200 kilomètres à l'Ouest de Matadi, au Kongo central. La société civile locale de son côté plaide pour une sensibilisation de la population sur les méfaits de l'immigration clandestine.

Kinshasa : lancement de la campagne des soins dentaires à faible prix. L'ONG « Remèdes dentaires » a lancé la campagne des soins dentaires à Kinshasa. Du lundi 8 juin au 31 juillet, cette association va consulter à moindre frais la population kinoise. Le patient devra déboursier huit mille Francs congolais (8.6 \$US), qui couvrent l'ouverture de dossier et tous les frais allant de la consultation à l'extraction de la dent si cela est nécessaire.

Kasaï-Oriental: la société civile plaide pour la construction d'un quai d'accostage à Ndomba. La société civile de Kabeya Kamwanga plaide pour la construction du quai d'accostage du port de Ndomba, dans le secteur du même nom. Dans une déclaration faite lundi 8 juin, les responsables cette structure estiment qu'une fois que les nouvelles provinces seront mises en place, le Kasaï-Oriental sera amputé de tous les ports et gares ferroviaires actuels. « Presque tous les ports, Bena Dibebe, Lusambo, sont des ports qui appartiendront à la province du Sankuru. Et Muene Ditu sera pour la Lomami. Il ne nous restera que l'aéroport de Bipemba. Ce qui aura comme conséquence, un coût très élevé des produits manufacturés », a affirmé le président de la société civile de Kabeya Kamwanga, Pierre Tshimbila. Il a demandé aux autorités provinciales de mettre en valeur le port de Ndomba, qui sera la voie de sortie et d'entrée «la plus sûre et à un coût accessible pour tous». (Radio Okapi)

Mardi 9 juin.

Fosse commune de Maluku: HRW demande l'exhumation des corps. L'ONG de droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) demande au gouvernement de la RDC d'exhumer « sans tarder et de manière appropriée » les corps enterrés le 19 mars dernier dans la fosse commune de Maluku, une municipalité urbano-rurale située dans la partie Est de Kinshasa. Dans un communiqué de presse publié lundi 8 juin, cette organisation internationale a estimé que cette fosse pourrait contenir les cadavres des victimes de disparitions forcées ou d'exécutions commises par les forces de sécurité congolaise. Pour la chercheuse sur l'Afrique à Human Rights Watch, Ida Sawyer, « Deux mois après la découverte de la fosse commune à Maluku, les autorités congolaises n'ont toujours pas fait la lumière sur l'identité des personnes qui y sont enterrées ». «On pense qu'il y a plusieurs choses qui sont très suspectes liées à cet enterrement à Maluku. On ne trouve pas normal que ces cadavres aient été enterrés la nuit, et selon des témoins, il y aurait des militaires (...)», a affirmé Ida Swayer. Elle a indiqué qu'une autre chose suspecte est le décès, la nuit de cette inhumation, «dans des conditions floues d'un infirmier, responsable de la morgue de Kinshasa». «Sa famille pense que sa mort pourrait être liée à cet enterrement de masse à Maluku», a encore déclaré la chercheuse sur l'Afrique à HRW. D'après elle, certaines familles cherchent les cadavres de leurs proches qui auraient été exécutés par les forces de sécurité ou seraient portés disparus. «**Il n'appartient pas à HRW de se substituer à nos institutions**». En réaction à cette demande, le porte-parole du Gouvernement congolais condamne « la

prétention de HRW à se substituer au magistrat qui est chargé du dossier ». Au cours d'une conférence de presse à Kinshasa, il a estimé que seuls les cours et tribunaux de la RDC peuvent exiger l'exhumation des corps pour des raisons d'enquête. À en croire Lambert Mende, jusqu'à ce jour, la justice congolaise n'a pas encore enregistré des plaintes des familles réclamant la disparition de leurs membres qui soutiendraient l'hypothèse d'exhumation des corps à Maluku. (Radio Okapi)

RDC: suspension du trafic routier entre Bukavu et Goma. Le trafic est suspendu, depuis dimanche 7 juin, sur la route Bukavu-Goma après que les eaux de pluies ont détruit un pont jeté sur la rivière Kitalima, à 100 km du chef-lieu du Sud-Kivu. Selon le président de la société civile de Nyabibwe, Delphin Birimbi, une vingtaine de véhicules sont bloqués de part et d'autre de cette rivière.

Lubero: des acteurs de la société civile en clandestinité pour fuir la traque des FDLR. Six acteurs de la société civile vivent, depuis une semaine, en clandestinité pour fuir la traque des rebelles FDLR, dans les groupements Tama et Itala, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). L'un d'eux qui s'est confié, lundi 8 juin, à Radio Okapi affirme avoir fui après avoir dénoncé les exactions que commettent ces rebelles rwandais dans cette contrée en proie à l'insécurité.

Equateur: des militaires et policiers condamnés jusqu'à 20 ans de prison à Bwamanda. Le tribunal militaire de garnison de Gemena (Equateur), siégeant à Bwamanda, a prononcé dimanche 7 juin des condamnations allant d'une année à vingt ans de prison contre cinq policiers et un militaire de la force navale. Ces audiences foraines [hors des palais de justice] visaient à lancer un message clair en direction de la population du Sud Ubangi: «les hommes en uniforme qui se comportent comme des tous puissants, sont aussi justiciables au même titre que n'importe quel citoyen.».

Bukavu: marche de protestation contre les agressions des journalistes. Plusieurs journalistes sont descendus dans les rues de Bukavu (Sud-Kivu) mardi 9 juin dans la matinée pour dire non aux menaces de mort et autres agressions dont ils sont victimes depuis quelques temps. L'organisation intermédiats Grands Lacs qui a initié cette marche parle de plus de quatre cas enregistrés en deux mois.

Bandundu: 11 personnes assassinées en cinq mois à Tembo. La société civile de Tembo affirme avoir répertorié onze cas de meurtre dans cette cité depuis janvier dernier. Pour le seul mois de mai, trois meurtres ont été enregistrés. Selon cette source, les corps des victimes sont généralement retrouvés le matin sans que les auteurs de ces actes ne soient identifiés. Certains habitants de Tembo ne vont plus aux champs à cause de ce climat d'insécurité. Radio Okapi a tenté en vain de joindre les autorités policières basées à Tembo sur cette question.

Nord-Kivu: le territoire de Walikale enclavé. Le territoire de Walikale (Nord-Kivu) est enclavé depuis plusieurs semaines. Les vols commerciaux ne desservent plus ce territoire inaccessible par route depuis près d'une semaine à la suite de l'insécurité entretenue par les miliciens. La société civile de Walikale déplore cette situation et appelle à la réhabilitation des routes pour désenclaver ce territoire qui peine actuellement à approvisionner ses centres hospitaliers et autres établissements.

Katanga: le chef coutumier interdit de vendre le maïs de Bukunya. L'autorité coutumière de la chefferie de Bukunya, située à 195 Km de Lubumbashi (Katanga), interdit toute vente de production de maïs vers l'extérieur de la chefferie. Dans un communiqué diffusé lundi 8 juin sur une radio locale, cette autorité traditionnelle affirme avoir pris cette mesure pour lutter contre la rareté du maïs dans sa juridiction. Pour certains habitants, même si la mesure est salutaire, elle a aussi son revers. Ils expliquent que la vente du maïs dans d'autres secteurs leur permettait de d'avoir des moyens de subsistance et des soins pour leurs enfants. Les sources du service de l'agriculture à Bukunya affirment par ailleurs que la production du maïs a sensiblement diminué cette année à cause d'une faible pluviométrie. (Radio Okapi)

Katanga: 10 familles pygmées prises en otage à Manono. Dix ménages de la communauté des peuples autochtones ont été pris en otage le week-end dernier par la milice Luba au village Dragon, dans le territoire de Manono au nord du Katanga. Les autorités civiles se disent préoccupées par la résurgence d'hostilités intercommunautaires. La société civile locale réaffirme sa volonté de poursuivre la campagne de sensibilisation intercommunautaire entamée dans la zone.

Kasaï-Oriental : un conflit de succession au trône fait 3 morts à Lubefu. Une vive tension est observée depuis le week-end dernier dans le village de Menga Otete, groupement de Penge, dans le territoire de Lubefu (Kasaï-Oriental). Deux membres d'une même famille se disputent le pouvoir traditionnel dans ce village. La police locale a indiqué mardi 9 juin à Radio Okapi que trois personnes ont été tuées de suite de ces combats. Le chef de secteur de son côté parle de deux personnes décédées.

Mercredi 10 juin.

RDC: Jeanine Mabunda note une baisse de taux de violences sexuelles liées aux conflits. Les violences sexuelles liées aux conflits ont baissé depuis 2013, a affirmé la représentante personnelle du Chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants, Jeanine Mabunda. Au cours d'une conférence de presse organisée mardi 9 juin par le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), elle a souligné qu'à ce jour, les viols sont plus commis par les civils que par les militaires.

Ituri: plus de 10 000 déplacés à la suite des combats entre FARDC et FRPI. Plus de dix mille personnes ont abandonné leurs habitations à la suite des affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la collectivité de Walendu Bindi, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Joint mardi 9 juin au téléphone depuis Bukiringi, Patrice Adido, un notable de Walendu Bindi a affirmé que ces déplacés ont trouvé refuge dans les localités de Sorodo et Bukiringi, à environ 100 km de leurs milieux d'origine, où ils vivent dans des familles d'accueil.

Sange: les leaders locaux s'engagent à dénoncer les actes de viol. Une quarantaine de leaders communautaires de la cité de Sange (Sud-Kivu) s'engagent à dénoncer les actes de viol et violences sexuelles commis sur les femmes et filles dans leur milieu. Ils ont pris cet engagement, mardi 9 juin, à l'occasion de la projection d'un film sur les étapes et procédures à suivre dans un procès judiciaire sur les violences sexuelles.

Kananga: Clément Kanku sensibilise la population sur le bien-fondé des élections. A quatre mois des élections provinciales, le président du Mouvement pour le renouveau (MR), Clément Kanku est en campagne de sensibilisation sur le bien-fondé des élections à Kananga (Kasaï-Occidental). Dans un meeting populaire, il a invité les kanangais à aller massivement aux urnes lors des élections à venir.

Aubin Minaku aux consultations: "Nous soutenons le calendrier électoral". La Majorité présidentielle (MP), plate-forme de partis et personnalités qui appuient la politique du chef de l'Etat congolais, soutient le calendrier électoral global publié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en février dernier. Le secrétaire exécutif de la MP, Aubin Minaku l'a réaffirmé mardi 9 juin à l'issue de l'entretien que le président Kabila a accordé à la quarantaine de membres de cette plate-forme. Le président Kabila poursuit ses consultations en vue du dialogue qu'il envisage avec les forces politiques et sociales de la RDC.

Province Orientale: brève incursion de l'armée ougandaise à Ovo. Des soldats ougandais sont brièvement entrés au village d'Ovo, territoire d'Aru, sur le sol congolais mardi 9 juin où ils ont détruit une dizaine de maisons récemment construites par des Congolais. Selon des sources de la société civile d'Aru, ces soldats prétendent que le terrain sur lequel ces maisons ont été bâties constitue la zone neutre entre l'Ouganda et la RDC et qu'aucun édifice ne doit y être construit.

Nord-Kivu: plusieurs localités de Walikale vidées de leurs habitants. Plusieurs villages du groupement Waloa-Uroba, en territoire de Walikale (Nord-Kivu) se sont vidés, depuis une semaine, de leurs habitants à la suite des accrochages intermittents entre différentes milices Maï-Maï. Ces populations ont trouvé refuge dans les localités plus sécurisées notamment à Nyamaboko, en territoire de Masisi (Nord-Kivu), affirment des sources administratives à Walikale-centre.

RDC : l'opération conjointe FARDC-Monusco contre la FRPI est un succès, affirme Kobler. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, a affirmé que la l'opération conjointe Casques bleus-Forces armées de la RDC lancée il y a une semaine contre la Force de résistance patriotique en Ituri est un succès. Lors de la conférence hebdomadaire des Nations unies organisée mercredi 10 juin à Kinshasa, il a indiqué que cette collaboration est la preuve que « l'union fait la force ». « Ici vous avez la preuve. Si on est vraiment uni avec les FARDC, ça produit des résultats. Nous avons utilisé les drones, les hélicoptères d'attaques, ce n'était pas seulement un soutien logistique, nous avons vraiment sous la direction des FARDC avec un plan conjoint combattu la FRPI avec succès », a déclaré Martin Kobler. Grâce notamment à cette opération, les FARDC ont délogé la FRPI du village d'Avba et la population a commencé à regagner progressivement, depuis vendredi dernier cette localité située dans la chefferie des Walendu Bindi (Province Orientale). Les villageois avaient fui cette juridiction deux jours plus tôt suite aux violents affrontements qui ont opposés les FARDC aux miliciens de la FRPI. Le chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC, a assuré que les combattants qui préfèrent se rendre peuvent toujours le faire. (Radio Okapi)

RDC : la liberté provisoire refusée à Jean-Claude Muyambo. Le tribunal de paix de Ngaliema a rejeté la demande de liberté provisoire à Jean-Claude Muyambo, le président de la Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode). La décision a été prise mercredi 10 juin au cours de la deuxième audience publique qui s'est tenue à la prison centrale de Makala. Le ministère public a requis et obtenu des juges le maintien du prévenu en prison, estimant qu'il feint d'être malade en vue de fuir.

Mbandaka: enregistrement biométrique de 61 réfugiés rwandais. La Commission nationale pour les réfugiés (CNR) a enregistré, du 8 au 9 juin, soixante et un réfugiés rwandais vivant dans la ville de Mbandaka (Equateur). Ces citoyens rwandais ont reçu des cartes biométriques qui attestent de leur statut de réfugié. Ils sont repartis dans 18 familles. Parmi eux, des enfants nés en terre congolaise.

Kinshasa: le Csac contre la campagne électorale précoce dans les médias. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) interdit toute forme de campagne électorale précoce à travers les médias. Le président de cet organe de régulation des médias, Tito Ndombi, a lancé cet appel, mercredi 10 juin, dans une déclaration faite à Radio Okapi.

RDC: un rapport parlementaire dément le caractère "terroriste" des militants de Filimbi. Les militants du mouvement Filimbi arrêtés mi-mars à Kinshasa n'avaient vraisemblablement aucune visée "terroriste", selon un rapport d'enquête parlementaire obtenu mercredi et appelant la justice à statuer rapidement sur les deux d'entre eux encore détenus. Une trentaine de personnes, parmi lesquelles trois activistes sénégalais et un Burkinabè, avaient été arrêtées le 15 mars dans la capitale de la République démocratique du Congo lors d'une réunion d'échange sur la bonne gouvernance en Afrique organisée par Filimbi ("Coup de sifflet" en swahili), qui se présente comme un collectif de mouvements d'éducation à la citoyenneté, non-partisan et non-violent.

Kinshasa : des poissons frais importés coûtent moins chers que ceux pêchés localement. Les Kininois consomment depuis un temps du poisson frais à moindre frais. Avec deux mille quatre cents francs congolais (2.6\$US), ils peuvent se procurer un kilo du « Malangwa » importé. La même quantité de ce produit pêché dans nos eaux coûterait le double ou le triple de ce prix. Dans les chambres froides des expatriés, on trouve par exemple un kilo du poisson capitaine à 6000 Fc contre 9 500 Fc chez les compatriotes. Celui du poisson Mosombo à 3 500 Fc contre 9 500 Fc chez les producteurs locaux. Généralement, le poisson local coûte moins cher que celui importé. Mais depuis un certain temps, c'est le contraire qui est constaté dans les marchés de Kinshasa. Selon Michel Somwe, analyste économique, cette situation est due à l'arrivée récente dans le domaine de pêche de nouveaux opérateurs expatriés. Certains se sont lancés dans la pêche industrielle à Muanda, et d'autres, dans l'élevage des poissons. (Radio Okapi)

Jedi 11 juin.

Justin Bitakwira et Steve Mbikayi exclus du groupe parlementaire UNC & alliés. Les députés Justin Bitakwira et Steve Mbikayi sont exclus de leur groupe parlementaire «UNC & alliés». Le président de ce regroupement, Jean Marie Bamporiki, qui a publié cette décision mercredi 10 juin, a indiqué que la position de ses députés sur le dialogue et les consultations du président Kabila va à l'encontre de la ligne directrice du groupe. «Malgré la position de notre regroupement politique qui est de ne pas participer aux dites consultations, ils s'y sont rendus et ont pris des positions radicalement opposées à notre ligne de conduite politique », a expliqué le député Bamporiki. L'UNC n'est pas favorable au dialogue que prône le président Kabila. (Radio Okapi)

Dialogue : la Monusco est prête à offrir ses bons offices. La Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) est prête à offrir ses bons offices pour faire la médiation du dialogue que prône le président Kabila avec les forces politiques et sociales de la RDC si les différentes parties lui en font la demande. Le chef de la Monusco, Martin Kobler l'a affirmé mercredi à Kinshasa.

Katanga: la rougeole fait trois morts dans le camp des déplacés de Kampunda. Des cas suspects de rougeole sont signalés depuis environ une semaine au camp de déplacés de Kampunda, situé à 40 km au nord-ouest sur l'axe Kalemie-Bendera. Le bilan fait état de trois morts et des dizaines de ménages atteints. La division de santé de l'Unicef et la zone de santé de Kalemie ont vite dépêché une équipe médicale sur le site.

Bancarisation de la paie: José Makila accuse le gouvernement de «vaste escroquerie». Le député José Makila Sumanda accuse le gouvernement congolais d'escroquerie dans la paie des fonctionnaires de l'Etat via les banques commerciales. Il s'exprimait, mercredi 10 juin, à la suite d'une question orale du député Fabien Mutomb au ministre d'Etat au Budget, Michel Bongongo à l'Assemblée nationale. A

la tribune de la chambre basse du Parlement, le ministre d'Etat en charge du Budget a pourtant présenté la bancarisation comme une opération ayant permis au gouvernement de maîtriser la masse salariale, les effectifs des fonctionnaires et faciliter l'octroi des crédits aux agents de l'Etat. Ce que certains députés ont refuté au cours du débat sur la question. «La bancarisation est une vaste escroquerie parce que les fonctionnaires qui vont prendre l'argent à la banque donnent à chaque banquier 3 480 FC (3, 82 dollars américains) pourtant c'est le gouvernement qui devait payer cela. Deuxièmement, il y a de nombreux omis sur les listes de paie. On se pose la question de savoir : la bancarisation a été faite comme réforme pour qu'on puisse maîtriser l'effectif et diminuer la masse salariale. mais, jusque-là, les effectifs ne sont pas maîtrisés et les salaires n'augmentent pas. C'est pourquoi, nous disons que c'est une réforme d'escroquerie. Le gouvernement est en train d'escroquer les fonctionnaires», dénoncé José Makila. Il a indiqué que la situation de la paie des fonctionnaires est à la base de beaucoup de problèmes à travers le pays. (Radio Okapi)

Affaire coup d'Etat manqué de 1975: le sénateur Omba réclame un procès en révision. Le coup d'Etat monté et manqué du 9 juin 1975 contre le président Mobutu refait surface après 40 ans. Le sénateur Raymond Omba Pene Djunga, un des condamnés de cette affaire réclame toujours la révision du procès qui avait abouti à la condamnation de plusieurs officiers de l'armée. Il a commémoré la date du 9 juin pour rendre hommage aux «victimes d'un montage contre des officiers de haut rang des ex-Forces armées zaïroise (Faz) ». L'ancien colonel Omba, devenu sénateur, fustige la lenteur de la Haute Cour militaire à ouvrir le procès en révision en vue de l'innocenter. Le sénateur Omba, qui exerçait les fonctions de chef de sécurité du président Mobutu au moment des faits, dit avoir du mal à oublier le «jour sombre du 9 juin 1975.» Mardi, outre une messe d'action de grâce à Notre Dame de Fatima en mémoire des victimes, il s'est recueilli sur les tombes des généraux Fallu Sumbu et Utshudi Wembolenga au cimetière de la Gombe, qui avaient été aussi condamnés comme lui à la peine de mort dans cette affaire. Mais depuis 2009, année où il a introduit sa requête pour la révision du procès, il estime que la Haute Cour militaire rechigne à l'ouvrir. La Haute cour militaire se défend contre toute accusation de laxisme. Le lieutenant-colonel Kasongo, premier conseiller du président de cette juridiction, affirme que cette instance est confrontée au problème de pièces à conviction. Mais elle a également du mal à retrouver le lieutenant Kabamba, principal témoin à charge en 1975, qui s'est rétracté en 1992, selon le sénateur Omba. Néanmoins, la Haute Cour militaire fait savoir que l'avocat du sénateur Omba était en contact la semaine passée avec le greffier principal pour voir comment fixer cette affaire en audience. (Radio Okapi)

Attaques du 30 décembre 2013: 30 adeptes de Mukungubila condamnés jusqu'à 15 ans de prison. Trente-et-une personnes ont été condamnées et une autre acquittée mercredi 10 juin par le tribunal militaire de garnison de Kolwezi (Katanga) dans l'affaire qui oppose l'auditeur militaire aux adeptes du prophète Paul Joseph Mukungubila. Les peines vont de sept à quinze ans de prison ferme. Trente-deux prévenus, arrêtés à la fin de décembre 2013, étaient poursuivis pour rébellion et détention illégale d'armes de guerre.

Kasaï-Oriental: pénurie d'eau potable à Mbuji-Mayi. Un bidon d'eau potable de 20 litres se négocie à 400 voire 500 francs congolais (0,55 \$) auprès des colporteurs à vélo de Mbuji-Mayi. Une situation consécutive à la pénurie d'eau potable dans cette ville, chef-lieu du Kasaï-Oriental. En temps normal, la même quantité d'eau se vend à 100, voire 200 francs congolais (0, 22 \$).

La Faculté des sciences pharmaceutiques de l'Unikin se dote d'un plan stratégique. La Faculté des sciences pharmaceutiques de l'Université de Kinshasa (Unikin) se dote d'un plan stratégique 2016-2020. Cet outil vise notamment à assainir le secteur pharmaceutique en RDC et améliorer la qualité de formation des pharmaciens du pays. Elaboré avec un fonds de l'USAID et remis, mercredi 10 juin, au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Théophile Mbemba Fundu, ce plan se propose d'amener les pharmaciens congolais à produire en quantité et qualité des médicaments aux standards internationaux.

Katanga: plus de 22 000 tonnes de maïs traînent dans les entrepôts de Kabongo. Plus de 22 000 tonnes de maïs traînent dans les différents entrepôts du territoire de Kabongo (Katanga) depuis l'ouverture de la campagne agricole le 15 mars dernier. Aucun opérateur ne se rend dans les différentes localités de ce territoire pour acheter ce produit après avoir vendu à perte la saison dernière.

Consultations présidentielles : les ambassadeurs insistent sur le respect de la Constitution. Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, a reçu les ambassadeurs et les chefs des missions diplomatiques, jeudi 11 juin à Kinshasa, dans le cadre des consultations présidentielles. Le Président de la République a aussi accordé son hospitalité au représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC,

Martin Kobler. Tous disent soutenir cette initiative mais ils mettent un accent particulier sur le respect des échéances électorales dans les délais constitutionnels.

RDC : Mokonda Bonza recommande la réhabilitation des secrétaires généraux suspendus. Le Sénateur Mokonda Bonza recommande au Gouvernement de réhabiliter les secrétaires généraux suspendus. Au cours de sa question orale adressée jeudi 11 juin au ministre de la Fonction publique, Jean-Claude Kibala, il a indiqué que ces décisions ont été prises de façon abusive. Quatorze secrétaires généraux sur les cinquante-trois que compte l'administration publique ont été suspendus par leurs ministres de tutelle depuis 2013. Ils sont accusés des plusieurs manquements notamment la négligence dans l'exécution des mesures prises par leurs ministres des tutelles et l'insuffisance des résultats dans leurs secteurs respectifs. Aussi, le sénateur de l'opposition, Mokonda Bonza, a demandé au ministre de la Fonction publique de veiller à l'équilibre géopolitique dans la désignation de secrétaires généraux, afin d'améliorer la situation de l'administration publique. (Radio Okapi)

RDC : les enfants en conflit avec la loi ne devraient pas être privés de libertés. Le juge ne devrait penser à priver la liberté à un enfant en conflit avec la loi qu'en dernier recours, quelle que soit la faute commise. C'est le message essentiel adressé aux juges d'enfants, Officiers de police judiciaire (OPJ) et autres délégués des services publics, lors d'un atelier de deux jours qui s'est clôturé jeudi 11 juin à Goma au Nord-Kivu. Ces assises ont été organisées par le programme Uhaki et l'organisation War Child.

Beni : la police installe des positions permanentes dans les communes pour combattre l'insécurité. La Police nationale congolaise (PNC) a installé jeudi 11 juin des positions permanentes et de sécurité dans les quatre communes de Beni. L'objectif est de faire face à l'insécurité et aux assassinats des civils, a affirmé l'inspecteur urbain de la police dans cette ville, le colonel Flamand Baliwa Ngoy.

La RDC signe l'accord tripartite de libre-échange Comesa-SADC-CAE. Vingt-six pays d'Afrique de l'Est, dont la République démocratique du Congo, ont signé mercredi 10 juin l'accord tripartite de libre échange, à l'issue de la réunion qui a regroupé depuis lundi dernier des hauts responsables à Charm el-Cheikh en Egypte. La signature de cet accord est intervenue après cinq ans de négociations entre les parties et consacre ainsi la création de cette zone de libre-échange tripartite qui s'étend du Cap en Afrique du Sud, au Caire en Egypte. Le traité est dit tripartite parce qu'il met en interaction trois regroupements régionaux de l'Afrique dont le Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa), la Communauté des Etats de l'Afrique australe (SADC) et la communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Cet accord est une étape supplémentaire sur le long cheminement vers l'intégration économique d'une cinquantaine de pays aux niveaux de développement très différents. Les 26 pays de la « Tripartite » constituent un ensemble de 625 millions d'habitants et ont un Produit intérieur brut global de 900 milliards d'euros. Le traité de libre-échange prévoit la création de tarifs douaniers préférentiels et l'élimination des barrières non tarifaires, le protectionnisme de chaque pays étant l'un des freins à la circulation des marchandises. Ce texte devra également harmoniser les politiques commerciales des trois parties en présences. Les pays signataires de cet accord se sont fixés comme objectif de stimuler la « comer intra-africaine » et parvenir à rehausser entre 20 et 30 % des échanges commerciaux entre pays membres de cette espace pour la prochaine décennie. Le commerce entre Etats africains se situe actuellement à 12% seulement contre, contre 60% pour l'Europe, 40 pour l'Amérique du nord, d'après des statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). (Radio Okapi)

Vendredi 12 juin.

RDC: 14 000 Congolais expulsés d'Angola en deux semaines. Environ quatorze mille Congolais ont été expulsés d'Angola du 16 au 30 mai dernier, a révélé jeudi 11 juin, l'ONG italienne Comitato internazionale per lo sviluppo dei popoli (CISP) qui travaille dans les provinces du Bas-Congo, Bandundu et Kasai-Occidental, frontalières avec l'Angola. Dans une interview accordée à Radio Okapi, la coordonnatrice de protection de CISP-RDC, Alessia Galdeiri, se dit préoccupée de la poursuite de ces expulsions depuis plus de 10 ans maintenant. «Ce phénomène a commencé depuis 2003 et la situation est toujours la même. Il y a des Congolais qui vont en Angola en cherchant du travail dans des mines mais ils sont en situation irrégulière», a déclaré Alessia Galdeiri. Elle a déploré des «graves violations des droits de l'homme qui accompagnent» ces expulsions : détentions illégales, viols pour les femmes, des enfants non accompagnés. Quand ils arrivent à la frontière, il n'y a personnes qui va les aider. Ils sont laissés dans la brousse», a fustigé Alessia Galdeiri. Face aux problèmes humanitaires qui se posent dans les localités d'accueil, Alessia Galdeiri, a lancé un cri d'alarme pour venir en aide aux expulsés et aux communautés affectées par cette situation. 8128 ressortissants de la RDC ont été expulsés de provinces angolaises de Soyo et Cabinda pour la période

allant du 1er janvier au 30 mai 2015, selon la Police nationale congolaise (PNC) de Moanda. (Radio Okapi)

Equateur: poursuivis pour violence contre des civils, des membres des forces de l'ordre maintenus en détention. Quatre militaires et deux policiers accusés d'avoir usé de violence contre la population de Yalisika, en Equateur, vont rester en détention. La cour militaire de l'Equateur a rejeté mercredi 11 juin à Mbandaka leur demande de liberté provisoire. En 2011, ces membres des forces de l'ordre auraient violemment réprimé la manifestation des habitants de Yalisika qui réclamaient à la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) le respect de ses engagements pour le développement de cette localité située dans le territoire de Bumba.

RDC: plus de 30 personnes enlevées par des présumés rebelles de la LRA à Dungu. Plus de trente personnes ont été enlevées dans la nuit de lundi à mardi dernier par des hommes armés à Ngilima, village situé à 45 kilomètres au nord de Dungu-centre (Province Orientale), a indiqué vendredi 12 juin un membre de la Commission Justice et Paix du diocèse catholique de Dungu. Selon lui, douze des personnes enlevées ont été relâchées suite à une intervention des FARDC. Les rescapés indiquent qu'ils ont été utilisés par leurs ravisseurs, qu'ils identifient entre autres comme des rebelles ougandais de la LRA, pour transporter des biens pillés.

Lubumbashi: lancement du comité du registre des cancers. La Ligue congolaise contre le cancer (LCC) a mis en place jeudi 11 juin à Lubumbashi le tout premier comité du registre des cancers en RDC. Il est composé de six membres et dirigé par le docteur Albert Mwembo Tambwe, médecin gynécologue et docteur en santé de la reproduction. L'élection des membres de ce comité a été suivie par le lancement de la formation de dix régisseurs.

Joseph Kabila charge les gouverneurs d'étendre les consultations en provinces. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a consulté jeudi 11 juin au Palais de la Nation les gouverneurs de province sur la nécessité d'un dialogue politique. Les gouverneurs entendent répercuter en province les semaines qui suivent la mission qui leur a été confiée par Joseph Kabila. Car, d'après leur porte-parole et gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, il y a une matière essentielle à protéger et sauvegarder comme acquis, à savoir : la paix et la sécurité de la RDC. Julien Paluku indique que les gouverneurs de provinces ont salué l'esprit de dialogue et d'écoute que le chef de l'Etat a toujours développé. «Il y a une triple question qui se pose, lorsque nous devons analyser ensemble l'élément moteur qui préside à la réussite des élections : le facteur de réussite est-ce le temps, les moyens ou la sécurisation du processus ?», s'est interrogé le gouverneur du Nord-Kivu, précisant que ce sont ces trois éléments que Joseph Kabila a évoqués lors de leur entretien. (Radio Okapi)

Kinshasa: le programme d'assainissement PARAU touche à sa fin. Le Projet d'appui à la réhabilitation et l'assainissement urbain (PARAU) prend fin au mois d'août de cette année, ont indiqué des responsables de ce programme jeudi 11 juin. Les autorités congolaises devraient prendre la relève de ce projet mis en place depuis 2007 par l'Union européenne. Il permet d'évacuer par semaine plus de 9 000 tonnes des déchets accumulés dans les stations de transfert érigées dans neuf des vingt-quatre communes de la capitale congolaise. Une équipe de reporters de Radio Okapi a constaté jeudi un camion multibenne du programme PARAU en train de charger des immondices dans une station de transfert la station située non loin de la Bralima à Barumbu. Une telle station reçoit les ordures ménagères des environs. Elles sont déversées chaque jour par les ménages et des poussepousseurs. Charles Kakongo, contrôleur chargé de collecte, explique qu'au total, 61 stations sont érigées dans 9 communes de la ville province de Kinshasa: «Nous avons 5 ouvriers, et quand les poussepousseurs arrivent au niveau de la station les ouvriers récupèrent le chariot de déchets et chargent dans le bac. Et quand le bac est plein, des camions passent le récupérer et amener les déchets à Mpsa [dans la commune de la N'selé, périphérie Est de la ville]» A Mpsa, un centre d'enfouissement technique est aménagé sur 30 hectares. «Par jour, nous recevons près de 1500 à 1700 mètre cubes d'immondices qui sont déversés ici au centre d'enfouissement technique », a témoigné l'ingénieur responsable du centre. Le centre d'enfouissement comprend aussi trois bassins d'épuration chargés de recueillir les liquides provenant des ordures et de les purifier afin qu'ils ne nuisent plus à la nature. Une forêt d'acacias a également été plantée pour purifier l'air pollué par le gaz que produit les immondices. D'ici le mois d'août, l'Union européenne mettra fin à son intervention dans ce projet, qui devra désormais être totalement pris en charge par le gouvernement congolais. (Radio Okapi)

Steve Mbikayi: «Il est hors des questions que je sois derrière Kamerhe». Deux jours après son exclusion du groupe parlementaire UNC et alliés, le député Steve Mbikayi soutient que cette décision n'a aucune incidence sur sa carrière politique. Il a livré sa position au cours d'une déclaration faite, jeudi 11 juin, devant les journalistes au Palais du peuple, à Kinshasa. L'UNC et alliés accuse Steve Mbikayi d'avoir pris une position contraire à la ligne directive du groupe notamment sur le dialogue et

les consultations que préconise le chef de l'Etat Joseph Kabila. L'UNC n'est pas favorable au dialogue, ni aux consultations présidentielles, organisées depuis le 1er juin au Palais de la nation. Pour le député incriminé, cette exclusion tombe tardivement, alors que lui, avait depuis bien longtemps, exprimé son souhait de ne plus faire partie de ce groupe parlementaire. Steve Mbikayi accuse, à son tour, l'UNC & alliés de faire une opposition pro-occidentale alors que lui affirme mener une opposition nationaliste et panafricaniste. (Radio Okapi)

Paie des fonctionnaires: un député exige une commission d'enquête parlementaire. Le député Fabien Mutomb appelle à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour clarifier les zones d'ombre sur la bancarisation de la paie des fonctionnaires de l'Etat. Il a lancé cet appel, vendredi 12 juin, après que le ministre d'Etat en charge du Budget, Michel Bongongo a répondu à la question orale lui adressée sur cette opération de la paie.

Maniema: plus de 12 000 déplacés en situation déplorable à Babuyu. Plus de 12 mille déplacés vivent dans des conditions difficiles dans les localités de Mutupeke, Mutuka, dans le secteur de Babuyu, en territoire de Kabambare (Maniema). Ils proviennent de la localité de Misisi, en territoire de Fizi (Sud-Kivu), où ils ont fui les exactions des Mai-Mai Yakutumba.

Nord-Kivu: des combats entre Mai-Mai insécurisent les civils à Walikale. Des affrontements intermittents entre des factions Raïa Mutomboki insécurisent les civils dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a exprimé ces inquiétudes dans son rapport, publié mercredi 10 juin à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Consultations présidentielles: le bureau du Congrès attendu ce samedi. Entamées le 1er juin, les consultations présidentielles se poursuivent au Palais de la nation, à Kinshasa. Après les forces vives de la nation, les partis politiques, les confessions religieuses, les chefs traditionnels et diplomates, le chef de l'Etat programme les institutions. Selon les sources de la Présidence de la République, les membres du bureau du Congrès parlementaire annoncés pour vendredi 12 juin seront reçus samedi 13 juin par Joseph Kabila. Ce rendez-vous a été postposé à la suite de l'agenda chargé du chef de l'Etat qui participe à un sommet de l'Union africaine.

Samedi 13 juin.

RDC: 4 militaires comparaissent pour meurtre à Beni. Quatre militaires comparaissent depuis vendredi 12 juin pour meurtre et association des malfaiteurs devant le tribunal militaire de garnison de Beni-Butembo (Nord-Kivu). Ce procès est organisé en flagrance à la tribune de la Mairie de Beni, ville située à plus de 350 km au nord de Goma (Nord-Kivu).

Ituri: les combats entre FARDC et FRPI ont fait 38 morts. Les affrontements entre les FARDC et les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) se poursuivent dans la chefferie de Walendu Bindi au sud d'Irumu (Province Orientale). Selon le commandant adjoint du secteur opérationnel des FARDC en Ituri, qui a livré cette information vendredi 12 juin à Bunia, trente-quatre miliciens sont déjà tués depuis le début des combats au début du mois. Il parle de quatre morts et d'une dizaine de blessés côté forces loyalistes. Les autorités militaires appellent les miliciens à la reddition.

RDC: une mission parlementaire rejette le caractère terroriste du mouvement Filimbi. L'affaire des activistes arrêtés, dont ceux du mouvement Filimbi, a été débattue vendredi 12 juin lors d'une séance à huis clos à l'Assemblée nationale. Néanmoins, le rapport de la mission d'information qui a été distribué aux députés révèle qu'au stade actuel des investigations, aucun indice ne peut établir le caractère terroriste du mouvement citoyen Filimbi. C'est ainsi que la mission a demandé au Procureur général de la République de traiter urgemment le dossier des personnes détenues à la suite de cette affaire.

RDC: le rapatriement des ex-rebelles du M23 doit s'achever en août. Le secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), Alphonse Ntumba Luaba, et le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba, ont réagi positivement vendredi 12 juin à la récente recommandation des chefs d'Etat de la CIRGL. Ces derniers voudraient que soit terminée dans trois mois l'exécution des déclarations de Nairobi signées entre le gouvernement congolais et l'ex-rébellion du M23, notamment en ce qui concerne le rapatriement des ex-rebelles cantonnés au Rwanda et en Ouganda.

RDC: halte à la discrimination à l'égard des albinos. Le monde célèbre samedi 13 juin la journée internationale des albinos. Les activités organisées en RDC tournent autour de l'amour, du respect et

de la dignité à l'égard de cette catégorie des personnes. A cette occasion, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler, appelle la communauté à lutter contre toutes les formes de discrimination dont sont victimes les albinos.

Katanga: une enquête parlementaire sur l'impact social de la société TFM à Fungurume. Une délégation parlementaire a bouclé ce vendredi une Mission d'enquête sur l'impact social des actions de l'entreprise Tenke Fungurume mining. Cette enquête fait suite à une motion d'information portée devant l'Assemblée nationale par le député Kabwika Mastaki, élu de Lubudi. Ce dernier déplorait notamment la décision de TFM d'ériger des barrières sur la route nationale No 1 qui va vers Kolwezi. La délégation parlementaire a rencontré les responsables de TFM ainsi que les représentants des différentes couches de la population de Fungurume. Trois points étaient au centre de l'enquête parlementaire à Fungurume, siège de l'entreprise minière Tenke Fungurume mining. D'abord, la question portant sur deux barrières que TFM a érigées sur la nationale No 1. Ces points de contrôle sont placés à l'entrée et à la sortie de la concession sur la route Likasi- Kolwezi. Les agents TFM commis à ces postes procèdent au contrôle de tout véhicule transportant des marchandises, notamment des minerais. Ensuite, la question sur la délivrance par TFM des titres de jouissance à la place des titres des propriété à une centaine de familles délocalisées et pour lesquelles elle a construit de nouvelles maisons. Et d'ailleurs, affirment des sources locales, aucun habitant n'a droit au titre cadastral, l'entreprise considère que la cité ainsi que tous les villages sont construits dans sa concession. Enfin, la délégation parlementaire a récolté des informations sur le fonds social communautaire évalué 0,3% des ventes nettes de TFM. Ce fonds vise à appuyer les projets de développement local, mais l'argent est logé dans un compte aux Etats-Unis. (Radio Okapi)

Dimanche 14 juin.

Ituri : 50 poches de sang collectées à Bunia. Le Programme national de transfusion sanguine (PNTS) a collecté samedi 13 juin cinquante poches de sang-sur les cent attendues-à Bunia (Province Orientale), à l'occasion de la journée mondiale de don de sang célébrée le 14 juin de chaque année. Le médecin chargé de ce programme en Ituri, Dr Jeef Itama, a expliqué que ce résultat est dû à la faible sensibilisation de différentes couches sociales de la place.

Beni : l'ADF attaque une position des FARDC à Linzo Sisene, 8 morts. Les rebelles ougandais des ADF ont attaqué samedi 13 juin dans la soirée une position des Forces armées de la RDC à Linzo sisene dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Des sources locales et la société civile indiquent que huit personnes ont été tuées dont un militaire, un policier et six civils égorgés à la machette. Une dizaine de personnes ont été blessées et un véhicule a été brûlé au cours de ces accrochages.

Can 2017 : le 11 de départ de la RDC. Florent Ibenge a publié la liste de onze Léopards qui vont débiter le match contre Madagascar dimanche 14 juin à Kinshasa, comptant pour la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2017.

Paie des médecins : le Gouvernement appelé à effectuer un contrôle physique des actifs. Le Syndicat des médecins du Congo (Symeco) encourage le gouvernement à effectuer un contrôle physique des agents en activité dans les services publics. Le secrétaire exécutif provincial de ce syndicat, Dr Benjamin Bola Ikolua, l'a affirmé au cours d'une séance extraordinaire organisée samedi 13 juin à Kinshasa. Selon lui, ce contrôle permettra d'avoir une idée précise sur la situation de la paie et de grades des médecins avant la fin de cette année.

RDC : le Sénat adopte la loi sur la caisse nationale de péréquation. Le Sénat a adopté dimanche 14 juin la loi portant organisation et fonctionnement de la caisse nationale de péréquation. Celle-ci a pour but de corriger le déséquilibre de développement entre les provinces et les entités territoriales décentralisées. Le sénateur Denis Engunda a indiqué que le fonds pour le fonctionnement de cette caisse doit provenir des 10% des recettes à caractère national. Contrairement à l'Assemblée nation qui avait confié la tutelle de cette caisse au ministère de la Centralisation, le Sénat la confie au Gouvernement. Pour la chambre haute, étant donné que la matière est transversale, la tutelle incombe au Premier ministre. Selon Denis Engumba, la caisse nationale est un organisme public, parce qu'elle se retrouve dans la Constitution au même titre que la Banque centrale du Congo et la Cour de comptes. (Radio Okapi)

Lundi 15 juin.

RDC : l'Assemblée nationale recale le projet de loi sur la répartition des sièges aux élections locales. L'Assemblée de la RDC a recalé samedi 13 juin le projet de loi portant répartition des sièges par circonscription électorale pour les élections municipales et locales. Ce projet comporte «des

problèmes qui doivent nécessairement être réglés», a justifié Aubin Minaku, le président de l'Assemblée nationale. Une décision qui a mis d'accord les députés tant de l'opposition que de la majorité. La loi sur la répartition des sièges pour les élections municipales et locales est un préalable pour que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) puisse lancer l'appel à candidatures à ces scrutins prévus le 25 octobre de cette année. La Ceni a reporté le début du dépôt de candidatures aux élections communales et locales, prévu le 26 mai, faute d'avoir la loi sur la répartition des sièges. Samedi, les députés qui examinaient le projet de loi en question ont estimé que ce document n'est pas recevable car il contient des erreurs. «Vous avez des circonscriptions où il n'y a pas d'électeur mais on où retrouve un siège [à pourvoir]. C'est extrêmement grave. Vous avez aussi dans ce projet des localités ou des groupements inexistantes. C'est pourquoi le président de l'Assemblée a tiré les conséquences et on a recalé cette loi », explique le député Toussaint Alonga. Certains députés ont estimé que le projet de loi tel que déposé par le gouvernement ne reflète pas la réalité de terrain parce les données qu'il contient ne sont pas basées sur un recensement de la population. De plus, expliquent les mêmes sources, le projet du gouvernement manque de cohérence interne. Certaines circonscriptions qui comptent plus d'électeurs ont moins de sièges comparés à des circonscriptions qui ont peu d'électeurs. «Il est indispensable de résoudre ces problèmes en amont», tranche le député Toussaint Alonga. Le projet de loi attendu à l'Assemblée nationale le 4 avril 2015 a été déposé le 3 juin, soit avec un retard de deux mois. Et à moins de convoquer une session extraordinaire du parlement, les députés sont supposés aller en vacances dès ce lundi 15 juin jusqu'au 15 septembre. Face à ces contraintes du calendrier, Henri-Thomas Lokondo, député de la majorité, ne croit plus en l'organisation des élections communales, locales et municipales le 25 octobre 2015 comme le prévoit la Ceni. (Radio Okapi)

Ngoyi Kasanji va consulter les forces vives et politiques à Mbuji-Mayi. Le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji a convié, dimanche 14 juin, les forces vives et politiques de sa province à rejoindre la ville de Mbuji-Mayi pour des consultations. Les gouverneurs des provinces ont été chargés par le chef de l'Etat d'étendre les consultations au niveau de leurs administrations. Ces rencontres tourneront notamment sur des questions relatives au facteur temps, moyens et sécurisation du processus électoral. **Consultations: l'UDPS, UNC et alliés déclinent l'offre de Ngoyi Kasanji.** Au Kasai-Oriental, les partis de l'opposition boycottent les consultations que le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji a entamées lundi 15 juin, à Mbuji-Mayi sur recommandation du chef de l'Etat.

Sud-Kivu: plus de 200 réfugiés burundais refusent de rentrer dans leur pays. Plus de 200 réfugiés burundais, basés à Sange (Sud-Kivu), refusent de retourner dans leur pays d'origine. Leur porte-parole, Elias Manirambona, a livré cette position samedi 13 juin au sortir d'un échange avec une délégation du gouvernement burundais, conduite par le gouverneur de Bujumbura Rural, dans la cité de Sange.

Beni: des présumés instigateurs de l'insécurité aux arrêts. La justice militaire a arrêté, dimanche 14 juin, le commandant second du quartier général du secteur Opérationnel Grand-Nord et des Opérations Sokola I, lieutenant-colonel Benjamin Kiwebe et d'autres militaires, accusés de créer, depuis plusieurs mois, l'insécurité dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon la société civile locale, plus de 350 personnes ont été tuées depuis octobre dernier dans ce territoire, situé à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). A Beni, la justice militaire et les services de sécurité travaillent pour le démantèlement, au sein des Forces armées de la RDC (FARDC), d'un réseau qui serait à la base ou complice de l'insécurité dans cette contrée. Le lieutenant-colonel Benjamin Kiwebe et deux de ses gardes du corps sont détenus à l'auditorat militaire de garnison de Beni. Selon des sources judiciaires, il est reproché au commandant second du quartier général du secteur Opérationnel Grand-Nord et des Opérations Sokola I, l'utilisation abusive des militaires. Les mêmes sources accusent également le même officier d'avoir travaillé pendant plusieurs mois avec une dizaine de militaires sans documents d'affectation, pourtant des éléments du 802e régiment des FARDC, basés à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Parmi eux, les caporaux Junior Mopakadi et Mukulubaka Butelezi du 802e Régiment. La police les a arrêtés vendredi dernier et la justice les a condamnés à la peine capitale pour association de malfaiteurs, vols à main armées et désertion à la suite de l'assassinat d'un civil. D'après la même source, il y a quelques mois, une dizaine des militaires du 802e régiment des FARDC et gardes du corps du Colonel Felix Akumanda étaient arrivés à Beni sans documents officiels avant de se volatiliser dans la nature. Une autre arrestation est celle du lieutenant Louis Mazanga du bureau des renseignements militaires à Beni. Il est également poursuivi dans le dossier de l'insécurité dans la zone. (Radio Okapi)

RDC: reprise du trafic routier entre Kinshasa et le Grand-Kasai. Le trafic routier est repris, samedi 13 juin, entre Kinshasa et les deux Kasai à la suite de la réhabilitation du pont jeté sur la rivière Lubudi, située dans le secteur de Basongo, à 35 km de la ville portuaire d'Ilebo (Kasai-Occidental). Les travaux de réhabilitation ont été, durant six mois, exécutés par les ingénieurs de l'Office des routes

et ont coûté la somme de 556 000 dollars américains au gouvernement congolais. Ces fonds proviennent du Fonds d'entretien routier (Foner).

Mahagi: le bilan de l'éboulement revu à la hausse, 20 morts. Le bilan de personnes mortes dans un éboulement, en territoire de Mahagi, dans le district de l'Ituri (Province Orientale) est revu à la hausse. Des témoins attribuent ce glissement de terrain aux fortes pluies qui se sont abattues ces derniers temps dans ce territoire de la Province orientale. Le député national élu de Mahagi, Daniel Uma, a avancé le nombre de vingt morts dans un entretien accordé, lundi 15 juin, à Radio Okapi. Ce glissement de terrain est survenu dans la nuit du vendredi 12 juin dans la collectivité de Mokambo, située à plus de 200 km au Nord de Bunia. L'élu de Mahagi qui avance ces chiffres indique que les fouilles se poursuivent pour retrouver d'autres corps et appelle les autorités gouvernementales à voler au secours des victimes qui sont sans aucune assistance.

Parlement: clôture de la session ordinaire de mars. La session parlementaire de mars se clôture, lundi 15 juin, au Palais du peuple à Kinshasa. En attendant la cérémonie, les deux chambres du Parlement procèdent à l'adoption des certaines lois après harmonisation sur leurs divergences. C'est notamment la loi portant modalités d'application du droit de la femme ainsi que celle portant création et fonctionnement de la caisse nationale de péréquation.

Province Orientale: un ONG décrie les conditions précaires des prisonniers à Dungu. Les détenus de la prison centrale de Dungu, à plus de 700 km au nord-est de Kisangani, vivent dans la promiscuité totale. Ils ne sont «ni protégés ni accompagnés, et donc abandonnés à eux-mêmes», révèle un rapport de l'ONG nationale Human-Rescue, publié à Dungu le 14 juin.

Maniema: environ 200 réfugiés burundais recensés à Kabambare. Quarante-quatre ménages des réfugiés burundais ont été enregistrés depuis quelques jours dans le camp des déplacés à Mutupeke dans le secteur de Babuyu dans le territoire de Kabambare dans le Sud du Maniema. Ces réfugiés ont fui l'insécurité qui a suivi la tentative de coup d'état manqué à Bujumbura en mai dernier. Par ailleurs, selon des sources locales, des militaires congolais, en provenance du territoire de Fizi, ont fait irruption lundi 15 juin matin dans ce camp entraînant ainsi la perturbation de l'identification des déplacés.

Uvira: plaidoyer pour la réhabilitation du pont Kavimvira. La responsable de la Direction provinciale de mobilisation et encadrement des recettes (DPMER), centre synthétique d'Uvira, Jacqueline Mapatano, plaide pour la réhabilitation du pont Kavimvira, effondré depuis avril dernier, en vue de renflouer les recettes des entités administratives déconcentrées de cette contrée du Sud-Kivu.

RDC: des investisseurs américains plaident pour l'amélioration du climat des affaires. L'assainissement du climat des affaires a été au menu d'un échange lundi 15 juin à Kinshasa entre la Chambre de commerce américaine et le conseiller spécial du chef de l'Etat pour la bonne gouvernance, Luzolo Bambi. Ce dernier a expliqué aux hommes d'affaires et banquiers ainsi qu'à l'ambassadeur des Etats-Unis en RDC sa mission en matière de la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement de terrorisme. Ses interlocuteurs se sont engagés à accompagner ses actions pour améliorer le climat des affaires en RDC.

Le conseiller spécial de Joseph Kabila dit avoir besoin d'un appui du monde des affaires, notamment pour le renforcement des capacités d'une centaine d'agents à sa charge afin de mener à bien ses actions. Mais le président de la chambre de commerce américaine, Christopher Dehappy, fait savoir ses attentes en cette matière :

«Treize sociétés américaines, qui ont été ici plus de deux fois comme investisseurs, [veulent revenir] au Congo. Pourquoi les treize n'ont pas ouvert des bureaux maintenant? C'est parce que justement elles ont peur de cette classification du climat des affaires. Donc, nous attendons un vrai accompagnement des plaintes, un système judiciaire réel, juste et que le système de dénonciation ne soit pas accompagné de représailles». A la question de savoir s'il y a des améliorations considérables dans le monde affaires en RDC depuis 2006, Christopher Dehappy a répondu : «On n'est pas encore là, mais il y a quand même des améliorations. Nous sommes partis peut-être de 10 kg de problèmes à presque 7,5. Donc, il y a encore du chemin à faire. La Cellule nationale des renseignements financiers (Cenaref) doit être sortie de la Banque centrale. Elle doit être un organe totalement indépendant.» Les actions à mener par Luzolo Bambi, selon les membres de cette délégation américaine, devront se traduire par des sanctions et le changement des mentalités. A ce jour, le conseiller spécial du chef de l'Etat continue d'enregistrer des milliers de plaintes en matière de détournement des fonds et de corruption. Dans un mois et demi, a-t-il promis, les auteurs de ces infractions seront jugés devant les instances judiciaires. (Radio Okapi)